

# **NON A L'UNIFORME DANS LES ECOLES D'AUBERVILLIERS**

## **L'UNIFORME LA LUBIE DE GABRIEL ATTAL**

Durant son bref mandat de 5 mois, non content de flatter l'électorat réactionnaire, en contrant les revendications des personnels pour davantage de moyens afin de réduire les inégalités scolaires et sociales, Gabriel Attal a mis en place une politique éducative avec des réformes proche des idéologies d'extrême droite. Dès la rentrée, il annonçait l'interdiction des abayas, et à présent l'expérimentation de l'uniforme à l'école.

Dans un guide à destination des collectivités territoriales volontaires, le ministère de l'Éducation nationale a donné les contours de l'expérimentation de l'uniforme à l'école, au collège et au lycée. Les collectivités volontaires devront fournir un trousseau aux élèves (polos, pull, pantalon) d'une valeur de 200 euros avec un appui financier du ministère (appui qui sera amené à disparaître).

## **LA MAIRE D'AUBERVILLIERS DIT OUI À L'EXPÉRIMENTATION**

Lors du conseil municipal du 21 décembre, Mme Franclet, maire d'Aubervilliers, a annoncé être volontaire pour cette expérimentation et avoir été retenu par le Ministère. Une fois de plus, la maire suit la ligne présidentielle dans ses projets les plus réactionnaires. Si le groupe scolaire où aura lieu cette expérimentation n'est pas encore choisi, le projet lui est déjà bien défini. Il s'agirait, selon les propos même de Madame Franclet, de créer un « sentiment d'appartenance » pour mieux entrer dans son « métier d'élève » et « lutter contre le décrochage scolaire ».

□□ Nous dénonçons le vocabulaire managérial utilisé par la maire. Être élève n'est pas un métier ; malgré les affirmations du gouvernement, dont les réformes de la maternelle à l'université avec le « choc des savoirs » ou la réforme du lycée professionnel, l'école n'a pas à être rentable ni à se plier à la loi du marché.

□□ Nous dénonçons l'emploi d'expression telle que « sentiment d'appartenance ». On devine derrière cette expression le lien fait avec la volonté du ministre d'utiliser l'uniforme comme un garant des principes de neutralité et de laïcité. En utilisant ainsi ce vocabulaire, Mme Franclet nous donne sa vision de l'école à laquelle nous nous opposons. L'école doit être un lieu d'émancipation et de coopération.

## UNE MESURE ABSURDE ET COÛTEUSE

Cette expérimentation implique aussi un coût. La mairie financera à hauteur de 100€ par élève. En comparaison, le financement du matériel scolaire pour l'année, est de 37 € par élève.

Plutôt que de financer des projets pédagogiques, d'équiper les écoles en matériel informatique permettant aux élèves d'avoir l'accès à des outils technologiques, de financer des travaux de rénovation des écoles, de mieux traiter les agent-es territoriales/aux (animateurs, animatrices, agent-es d'entretien, ATSEM), la municipalité mettrait de l'argent donc dans les uniformes.

Quant à l'argument de l'amélioration du climat scolaire par le port de l'uniforme, il semble déconnecté. Pour lutter pour que toutes les élèves sentent qu'iels ont leur place à l'école et dans la société, ce dont nous avons besoin c'est d'une baisse du nombre d'élèves par classe, de moyens supplémentaires humains et financiers dans toutes les écoles, et plus largement dans tous les établissements du second degré, d'embaucher plus d'AESH dans les écoles, de défendre le plus de maître que de classe, ...

Ce qui ne semble absolument pas être la priorité de notre gouvernement ni de notre municipalité.

## UNE POLITIQUE RÉACTIONNAIRE

La maire évoque une « mesure de justice sociale qui mettrait tous les élèves au même niveau afin de lutter contre les inégalités et les discriminations ».

Dans un contexte local de fermeture de la Bourse du Travail qui prive les travailleur-euses d'un lieu où défendre leurs droits ; d'expulsion des squats Schaeffer et la Seine cet été ; d'extension de la vidéo surveillance ; de dissolution d'Aubervacanes, association d'éducation populaire qui s'occupaient du périscolaire depuis des années sur la ville ; d'embauche massive de policièr-es municipales/aux ; de la vente de bâtiments et terrains à des promoteurs avec une accélération dans le contexte des JO ; de la destruction de bâtiments entiers plutôt que de réhabiliter le bâti très dégradé de sa ville, qui entraîne tous les ans de nombreux incendies ; nous réfutons que la lubie du port de l'uniforme serve d'alibi pour que la maire

se prétende vouloir agir pour une justice sociale ou une réduction des inégalités sociales sur son territoire. De nombreux élèves sont sans toit ou trimballé-es d'hôtel social en hôtel social. Ainsi une véritable mesure de justice sociale serait d'ouvrir des logements pour que toutes ces familles ainsi que celles des squats expulsés cet été soient logées dignement, pour que les enfants suivent sereinement leur scolarité dans nos établissements.

De plus, si la maire s'est empressée de postuler à cette expérimentation, nous ne l'avons pas entendue, contrairement au président du conseil départemental, contre la loi immigration votée le 19 décembre. Cette loi qui attaque de manière inédite les droits des étrangers et va précariser de manière considérables les personnes n'ayant pas la nationalité française, sans compter toutes celles qui ne réussissent pas à avoir de papiers.